

JOURNÉE INTERNATIONALE CONTRE LA CORRUPTION LE 9 DÉCEMBRE

# Le gouvernement algérien aux abonnés absents !

**Le 9 décembre prochain, la communauté internationale célébrera la Journée internationale contre la corruption dont ce sera la 6<sup>e</sup> édition. Instaurée par les Nations unies en 2004 — une année après la signature par de nombreux pays de la Convention des Nations unies contre la corruption, dont l'Algérie —, cette journée, qui sera l'occasion de faire le bilan de l'application de cette convention, a pour slogan «Votre non compte» !**

**L**e gouvernement algérien, — à l'instar des précédentes éditions —, ne célébrera pas cette journée, continuant de la boudier. Pour rappel, par la résolution 58/4 du 31 octobre 2003, l'Assemblée générale des Nations unies a déclaré le 9 décembre Journée internationale de lutte contre la corruption. Cette décision fut prise pour sensibiliser le monde à ce problème et pour faire connaître le rôle de la Convention des Nations unies contre la corruption en matière de lutte et de prévention. 6 années après son adoption, cette convention bat de l'aile au niveau de son application dans la plupart des 141 pays qui l'ont ratifiée et la coopération internationale pour la soutenir est au point mort, à l'image de ce qui vient de se passer le mois dernier au Qatar. Le vendredi 13 novembre 2009, jour de clô-

ture de la 3<sup>e</sup> Conférence des Etats-parties de la Convention des Nations unies contre la corruption à Doha, au Qatar, l'ambiance était bien morose : beaucoup de dépit au niveau des représentants de la société civile et chez la majorité des délégations gouvernementales. La rencontre s'est terminée par un échec, à cause du refus catégorique d'une minorité d'Etats-parties — à leur tête les gouvernements algérien, égyptien et pakistanais, de tout mécanisme contraignant de suivi de l'application de la Convention des Nations unies contre la corruption et contre l'implication de la société civile dans ce suivi. Par ailleurs, l'Algérie a obtenu, le 17 novembre dernier, la note désastreuse de 2,8 sur 10 et la 111<sup>e</sup> place sur 180 pays classés au niveau de l'indice 2009 de perception de la corruption (IPC). Par rapport à 2008 — et ce

n'est pas une surprise —, l'Algérie chute de 3,2 à 2,8 sur 10, et de la 92<sup>e</sup> à la 111<sup>e</sup> place, soit près de 20 rangs plus bas ! Tous les analystes du risque corruption et les experts du climat des affaires considèrent qu'un score inférieur à 3 sur 10 signifie un haut niveau de corruption au sein des institutions de l'Etat. Pour l'Algérie, c'est un retour au très mauvais score de 2005.

## A quand l'installation de la commission nationale ad hoc contre la corruption ?

Face à l'absence manifeste de volonté politique à lutter contre la corruption et à la multiplication des scandales de corruption, et autres détournements impliquant notamment de hauts fonctionnaires de plusieurs ministères (pêche,

travaux publics, transport, etc.), le pouvoir a présenté une parade qui ne trompe personne, en annonçant par la voix du président de la République le 28 octobre dernier — à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire 2009-2010 —, «l'installation d'une commission nationale ad hoc» à propos des aspects législatifs et réglementaires de la lutte contre la corruption. 40 jours plus tard, cette commission n'a toujours pas été mise en place ! Visiblement, pour le gouvernement, la lutte contre la corruption est encore loin d'être une urgence.

Et de nouveau, le 9 décembre de cette année sera ignorée par l'exécutif, une Journée internationale contre la corruption qui ne sera célébrée que par la société civile, et encore avec beaucoup de difficultés et nombre d'obstacles.

Djilali Hadjadj

## Les pays africains doivent renforcer les moyens accordés à la lutte contre la corruption

Le deuxième Rapport sur la gouvernance en Afrique, RGA II, une vue d'ensemble sur l'état de la gouvernance dans 35 pays africains, relève avec préoccupation le déclin de 3% de l'index de lutte contre la corruption.

Le rapport explique que les institutions nationales de lutte contre la corruption, dont le nombre a augmenté, demeurent cependant relativement faibles. Leur cadre juridique est inadéquat et elles manquent d'autonomie, en raison d'interférences politiques. Le RGA II conclut que «la corruption demeure un des défis les plus importants dans l'éradication de la pauvreté, le création d'un environnement prévisible et favorable à l'investissement, ainsi que dans le développement socioéconomique en général».

Le deuxième Rapport sur la gouvernance en Afrique (RGA II), publié le 16 octobre dernier par la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique (CEA), préconise un renforcement des organes de lutte contre la corruption ainsi que l'adoption d'arsenaux juridiques «conformes aux standards minimaux» établis par la communauté internationale. A cet égard, le rapport recommande que pour l'éradication de la corruption, les gouvernements doivent accorder plus d'attention aux institutions anti-corruption en renforçant les lois qui les établissent, de sorte à les rendre conformes aux standards minimaux établis par les Nations unies et l'Union africaine. De plus, les gouvernements doivent améliorer les ressources de ces institutions et leur assurer une autonomie administrative et institutionnelle.

## L'AUTEUR DE «L'HOMME RÉVOLTÉ»

### Albert Camus pour écrire la justice et la liberté

«Il n'y a ni justice ni liberté possibles lorsque l'argent est toujours roi»... «L'Etat peut être légal mais il n'est légitime que lorsque, à la tête de la nation, il reste l'arbitre qui garantit la justice et ajuste l'intérêt général aux libertés particulières»...

«Un ordre qui consacrerait les puissances d'argent, les combinaisons de couloir et les ambitions personnelles, cet ordre-là ne serait qu'un désordre puisqu'il consacrerait l'injustice»...

## «LA CORRUPTION TRANSNATIONALE : QUI EN FAIT LES FRAIS ?» 10<sup>e</sup> anniversaire de l'entrée en vigueur de la Convention anti-corruption de l'OCDE

Le 9 décembre 2009, Journée internationale de lutte contre la corruption, l'OCDE célébrera le 10<sup>e</sup> anniversaire d'entrée en vigueur de la «Convention de l'OCDE sur la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales internationales». Cette occasion donnera lieu à la présentation de la nouvelle recommandation visant à renforcer la lutte contre la corruption d'agents publics étrangers dans les transactions commerciales interna-

tionales, ainsi qu'une introduction à «l'Initiative de sensibilisation mondiale à la corruption transnationale». L'évènement majeur de cette demi-journée de célébration sera la table ronde (\*) de haut niveau «La corruption transnationale : qui en fait les frais ?» suivi d'un colloque en deux parties sur la lutte contre la corruption transnationale.

(\*) **Lieu** : Centre de conférences de l'OCDE, 2, rue André-Pascal, 75016 Paris, France

## L'Amérique centrale, région la plus violente au monde, selon le Pnud

L'Amérique centrale est la région la plus violente du monde, affirme le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), dans un rapport rendu public récemment. «A l'exception de quelques zones d'Afrique ou d'Asie en guerre, cette région enregistre les taux d'homicides les plus élevés de la planète et ces taux ont augmenté au cours des dernières années dans presque tous les pays d'Amérique centrale», souligne ce rapport. Près de 79 000 personnes ont été assassinées dans les sept pays de l'isthme centraméricain (Belize, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama, Salvador) au cours des six dernières années. Le taux d'homicides de la région, 33 pour 100 000 habitants, est trois fois plus élevé que la moyenne mondia-

le. L'épidémie de violence touche particulièrement les trois pays du triangle septentrional (Guatemala, Honduras et Salvador) où les taux d'homicides dépassent 50 pour 100 000 habitants. Certains

aspects de l'activité criminelle sont sous-estimés ou mal connus. C'est, par exemple, le cas des violences sexuelles au sein des familles, des enlèvements avec demande de rançon (rarement dénon-

cés à la police), ou de la prostitution infantile qui concernerait près de 50 000 mineurs dans la région. Le coût de la violence représente 7,7% du produit intérieur brut (PIB) régional, selon le Pnud.

## La corruption et l'impunité parmi les causes principales

«Outre son coût économique tangible, la violence influence les décisions quotidiennes de la population et entrave le développement humain.

Un des coûts les plus difficiles à quantifier est celui des libertés perdues», a souligné la directrice régionale du Pnud.

«Tout le monde a droit à la sécurité, et l'Etat a le devoir de l'assurer. Sans sécurité, pas d'investissements, sans investissements pas d'emplois, et sans emplois, pas de développement humain», résume le coordonnateur du rapport.

Le rapport du Pnud énumère les principales causes de la violence : les inégalités béantes, le chômage, et la marginalisation des jeunes, l'urbanisation sauvage, l'abondance des armes illégales, le trafic, la corruption et l'impunité.

L'enquête met en évidence le manque de confiance de la population dans les institutions supposées lutter contre la criminalité : 45,7% des Salvadoriens pensent que la police est impliquée dans la délinquance et 65% des victimes de violence ont préféré ne pas les dénoncer aux autorités.

Des solutions existent, affirme le Pnud, qui cite des expériences couronnées de succès à Medellin, en Colombie, à Guayaquil, en Equateur ou à Sao Paulo, au Brésil. «Ni main de fer ni gant de velours, la stratégie de sécurité citoyenne requiert un diagnostic intelligent, et une réelle volonté politique respectant la démocratie et l'Etat de droit», affirme le coordonnateur du rapport.

LSC